

[Text]

The Nielsen report: has there been any contingency planning within the ministry for the moves that would be made if the recommendations in that report were adopted by the government?

• 2125

Mr. Crombie: There have been no recommendations accepted or rejected. The whole of the report is before the Cabinet.

Mr. Parry: Okay. Another one that you might care to direct to Mr. Veinot is that I notice in the highlights of the estimates for the I&I aid program the statement that the EDP functions are to be decentralized. In view of your stated objective of eventually winding up the ministry, I would really like to know what sort of investment is being made in that decentralization, and realistically what the pay-back period is on it.

Mr. Crombie: What the pay-back is? Do you mind if I refer that to Mr. Veinot?

Mr. Parry: Fine.

Mr. Veinot: Mr. Chairman, as the Minister said, these estimates reflect more of the thinking of the past, and the whole electronic data-processing system is virtually placed on hold relative to new development, decentralization, centralization. In fact, we are looking at virtually what do we have; how useful it is; what are we going to do with it so that we are kept in concert with the new initiatives of the Minister.

Mr. Parry: Thank you. Another one you may want to provide a written answer to is that I noticed in figure 10 the figures on the number of Indian people on reserve receiving social assistance. I would just like to know if that is predicated on the total number of people assisted at any time in the year. Or is this the average number of people receiving social assistance at any one time? That is figure 10.

Mr. Veinot: The figure, as I recall, is reflected in case-months rather than in people. We cost based on the number of case-months provided, and they are actual figures.

Mr. Parry: So that 60% means that on average 60% of Indian people are receiving social assistance at any one time. Is that correct?

Mr. Veinot: On an average, yes.

Mr. Parry: Thank you. Regarding the Shoal Lake situation, Mr. Minister, which was the subject of a separate session of the committee, am I correct in understanding that the ministry is still technically in violation of that agreement by not having provided a response to the band within 30 days?

Mr. Crombie: Are we technically still in violation? I do not think so. I do not know. I apologize. I do not think we are, but why do I not make sure there is a message to you tomorrow?

Mr. Parry: I would appreciate that.

[Translation]

Par ailleurs, je voudrais savoir, à propos du rapport Nielsen, si le ministère a prévu un plan d'urgence au cas où les recommandations de ce rapport étaient acceptées par le gouvernement?

M. Crombie: Aucune recommandation n'a encore été acceptée ou rejetée. Ce rapport a été renvoyé au conseil des ministres pour étude.

M. Parry: Bien. Peut-être voudrez-vous demander à M. Veinot de répondre de nouveau à cette question. Je note dans les points saillants des prévisions budgétaires du programme des affaires indiennes et inuit que le traitement électronique des données va être décentralisé. Puisque ce ministère sera aboli selon vos propres dires, je voudrais savoir quelles sommes sont investies dans cette décentralisation et quel en est le délai de remboursement.

M. Crombie: Le délai de remboursement? Y voyez-vous un inconvénient si je passe cette question à M. Veinot.

M. Parry: Non, allez-y.

M. Veinot: Monsieur le président, comme le ministre l'a dit antérieurement, ces prévisions budgétaires reflètent davantage le passé et l'ensemble du système de traitement électronique des données a été mis en veilleuse pour ce qui est de son perfectionnement, de sa décentralisation ou de sa centralisation. En fait, nous passons en revue tout ce que nous possédons; nous en analysons l'utilité conformément aux nouvelles initiatives du ministre.

M. Parry: Merci. Le tableau 10 fait état du nombre d'Indiens vivant dans des réserves et bénéficiant d'une aide sociale. Je voudrais savoir, et peut-être pourriez-vous me répondre à cette question par écrit, si ce chiffre correspond au nombre total de personnes recevant cette aide à un moment donné de l'année. Ou bien correspondent-ils à la moyenne de ceux qui bénéficient de l'assistance sociale à un moment donné? Il s'agit du tableau 10.

M. Veinot: Si je ne m'abuse, ce chiffre correspond au cas par mois et non pas à ceux qui bénéficient de cette aide. Les coûts réels cités sont fondés sur le nombre de cas par mois.

M. Parry: Cela signifie donc que 60 p. 100 en moyenne des Indiens bénéficient de l'assistance sociale à un moment donné. Est-ce exact?

M. Veinot: En moyenne, oui.

M. Parry: Merci. À propos du lac Shoal, monsieur le ministre, et nous avons consacré une séance de ce Comité à ce cas-là, dois-je comprendre que le ministère contrevient toujours à l'accord signé puisqu'il n'a pas répondu à la bande dans un délai de 30 jours?

M. Crombie: Contrevenons-nous toujours à cet accord? Je ne le pense pas. Je ne sais pas en fait. Excusez-moi, mais je ne pense pas que nous y contrevions, mais peut-être pourrais-je veiller à ce qu'on vous donne une réponse à ce sujet demain?

M. Parry: Je vous en serais reconnaissant.